



PRÉFET DES DEUX-SÈVRES

DIRECTION  
DÉPARTEMENTALE DES  
TERRITOIRES  
Service Eau et Environnement  
Unité Gestion de l'Eau

**ARRÊTÉ modificatif**  
limitant provisoirement les usages de l'eau  
pour faire face à une menace ou aux  
conséquences d'une sécheresse ou à un  
risque de pénurie sur le bassin du  
**Thouet - Thouaret - Argenton**

**A AFFICHER DES RÉCEPTION**

Le préfet des Deux-Sèvres  
Chevalier de la légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du mérite,

**Vu** le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.211-1 à L.211-10, L.215-7 à L.215-9, L.216.1, L.216.10 et R.211-66 à R.211-70, portant application de l'article L. 211-3, relatif à la limitation ou à la suspension des usages de l'eau ;

**Vu** le Code Pénal ;

**Vu** le Code Civil et notamment les articles 640 à 645 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2212-1 et L.2212-2 relatifs aux pouvoirs généraux des maires en matière de police et l'article L.2215-1 relatif aux pouvoirs du représentant de l'état dans le département en matière de police ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** l'arrêté inter-préfectoral du 2 avril 2014, délimitant les zones d'alerte et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau dans les bassins versants du Thouet, du Thouaret et de l'Argenton pour faire face à une menace ou aux conséquences d'une sécheresse ou à un risque de pénurie d'eau ;

**Vu** l'arrêté du 26 juin 2019 limitant provisoirement les usages de l'eau pour faire face à une menace ou aux conséquences d'une sécheresse ou à un risque de pénurie sur le bassin du Thouet – Thouaret – Argenton modifié par l'arrêté du 5 juillet 2019 ;

**Considérant** l'évolution des rivières aux stations de suivi prévues par l'arrêté inter-préfectoral du 2 avril 2014 susvisé ;

**Sur proposition** du Directeur départemental des territoires ;

## ARRETE

### Article 1: Objet

L'arrêté du 26 juin 2019, modifié par l'arrêté du 5 juillet 2019, susvisé est modifié selon les nouvelles dispositions figurant à l'article 2 du présent arrêté (**les modifications figurent en gras**).

### Article 2: Mesures de limitation

L'évolution des débits relevés aux stations hydrométriques du bassin Thouet-Thouaret-Argenton entraîne la mise en œuvre de mesures de limitation des prélèvements d'eau en milieu naturel conformément aux dispositions prévues par l'arrêté inter-préfectoral du 2 avril 2014 susvisé :

| Zones de gestion  | Débits constatés  | Niveau de restriction | Détail des mesures de restriction   | Date d'entrée en application              |
|---|---|-----------------------|---|---|
| ARGENTON<br>TTA1  | Le 9 juillet 2019 le débit relevé à la station de Massais est égal à 50 L/s pour un seuil à 80 L/s            | Coupure               | Interdiction totales des prélèvements d'irrigation agricole – Manoeuvres d'ouvrages interdites      | Samedi 13 juillet 2019 – 8h00             |
| THOUET<br>AMONT<br>TTA2a  | Le 3 juillet 2019 le débit à la station de Saint Loup est égal à 130 L/s pour un seuil à 180 L/s              | Alerte                | Mesure d'autogestion mise en place par les irrigants  | Lundi 8 juillet 2019 – 8h00               |
| THOUET AVAL<br>TTA2c  | Le 9 juillet 2019 le débit relevé à la station de Montreuil-Bellay est égal à 590 L/s pour un seuil à 600 L/s | Alerte renforcée      | Interdiction des prélèvements d'irrigation agricole de 10h à 20h – Manoeuvres d'ouvrages interdites | Lundi 15 juillet 2019 – 8h00              |
| THOUARET<br>TTA3  | Le 25 juin 2019 le débit relevé à la station de Luzay est égal à 60 L/s pour un seuil à 60 L/s                | Coupure               | Interdiction des prélèvements agricoles de 10 à 20 h – Manoeuvres d'ouvrages interdites             | Lundi 1 <sup>er</sup> juillet 2019 – 8h00 |
| THOUET<br>REALIMENTE<br>par les lâchers du<br>barrage du<br>CEBRON TTA 2b | /   | /                     | /   | /   |

**Sont concernés** les prélèvements à des fins agricoles à partir de forages, cours d'eau, plans d'eau en communication ou alimentés par une nappe souterraine ou un cours d'eau, plans d'eau établis sur un cours d'eau.

### Article 3 : Application

Ces dispositions sont en vigueur sur chaque sous-bassin à compter de la date mentionnée dans le tableau de l'article 2 et le restent tant que les conditions météorologiques actuelles subsisteront et que la prochaine observation de l'état de la ressource ne justifiera pas de nouvelle mesure.

En tout état de cause, elles feront le moment venu l'objet d'un arrêté d'abrogation.

**Article 4 : Poursuites éventuelles**

Tout contrevenant est passible des peines prévues par l'article R.216-9 du Code de l'Environnement (contravention de la 5ème classe).

**Article 5 : Droits des tiers**

Les permissionnaires ou leurs ayants droit ne pourront prétendre à aucune indemnité ni dédommagement quelconque en raison des mesures de limitation qui précèdent ou si, en raison d'une nouvelle baisse des débits d'étiage, l'administration reconnaît nécessaire de prendre, dans l'intérêt de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, des mesures qui les privent d'une manière temporaire ou définitive de tout ou partie des autorisations précédemment accordées.

**Article 6 : Publicité et recours**

Le présent arrêté sera affiché dès réception dans les mairies concernées.

Il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.

**Article 7 : Execution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Le Chef du Service Départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité,  
Le Chef du Service Départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,  
Le Commandant du Groupement de la Gendarmerie des Deux-Sèvres,  
Les Maires des communes concernées,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie sur un panneau extérieur.

A Niort, le

10/10/2016

Pour le Préfet, en délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Didier DORÉ

